



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Education nationale et culture : personnel

Question écrite n° 66103

Texte de la question

M Claude Gaillard appelle l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, sur la très difficile situation des agents contractuels d'administration scolaire et universitaire de quatrième catégorie, et notamment sur le problème de leurs conditions de titularisation. Ces conditions ont fait l'objet d'un projet de décret actuellement soumis à l'examen du Conseil d'Etat. Alors que d'autres corps de contractuels avaient été titularisés (type CNRS, par exemple) sans conditions (par une loi ou un décret), ici, il est tenté d'intégrer les contractuels de quatrième catégorie en catégorie C alors qu'ils avaient été recrutés sur la base de la catégorie B : ils devaient en effet être titulaires du baccalauréat, critère de classement en catégorie B de la fonction publique. Autre inconvénient, la grille indiciaire retenue est de catégorie C, elle aussi, dans le projet ; pourtant, la grille indiciaire sur laquelle ils avaient été recrutés au départ est tout à fait comparable à celle des secrétaires d'administration scolaire et universitaire grade classe en catégorie B avec recrutement externe ouvert aux titulaires de baccalauréat (cf circulaire ministérielle de 1964). Les critères doivent être en effet ici objectifs, car les contractuels ont régulièrement été exclus de revalorisation de carrières dont ont bénéficié les fonctionnaires. Il est d'ailleurs paradoxal que lorsque les postes de quatrième catégorie se libèrent (en cas de départ à la retraite, par exemple), il leur est reconnu le caractère de poste de catégorie B par la suite. En conclusion, l'ensemble de cette rétrogradation ne peut être en aucun cas compensé par une indemnité compensatrice puisque celle-ci sera rapidement réduite quand ces personnels monteront les échelons ; de plus, elle n'est pas comptée en vue de la retraite. Il demande donc quelles mesures seront prises le plus rapidement possible pour accorder le contenu du futur décret avec davantage d'équité et rétablir une continuité de carrière cohérente pour ces contractuels.

Texte de la réponse

Reponse. - Le projet de décret prévoyant la titularisation des agents contractuels administratifs de 4^e catégorie dans des corps de fonctionnaires de catégorie C a été approuvé par le comité technique paritaire ministériel du 20 octobre 1992 et vient d'être examiné par le Conseil d'Etat. Compte tenu de l'état d'avancement du dossier, la publication du décret devrait donc intervenir très prochainement. Les agents contractuels de 4^e catégorie, dont la grille indiciaire (IB 264-388) se rapproche de celle des adjoints administratifs (IB 238-449) seront finalement intégrés en catégorie C, le principal critère retenu pour l'intégration étant le niveau de l'échelonnement indiciaire. En effet, la détention du baccalauréat ne suffit pas, à elle seule, à justifier la titularisation en catégorie B. Conformément aux dispositions de la circulaire FP n° 1 555 du 10 avril 1984, les trois critères à prendre en considération (fonctions réellement exercées, niveau et nature des emplois occupés, titres requis pour l'accès au corps d'accueil) doivent être considérés comme étant à la fois limitatifs et cumulatifs. Par ailleurs, on rappellera que la situation indiciaire des contractuels de 4^e catégorie au moment de leur recrutement n'était pas du tout comparable à celle de la catégorie B. A titre d'exemple, en 1976, l'échelonnement indiciaire des secrétaires administratifs (1^{er} grade de niveau B) était fixé à IB 267-474, alors que celui de la 4^e catégorie des contractuels correspondait à IB 264 - IB 388. S'agissant des modalités de reclassement réservées aux contractuels type CNRS intégrés dans la filière des corps de recherche et de formation (décret du 31 décembre 1985), il est vrai que la règle intangible du reclassement au premier grade d'un corps d'accueil a parfois connu un aménagement, en application de la loi du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche

et le developpement technologique ; cette derogation prevue par la loi a, en effet, permis d'integrer certains contractuels dans des grades mieux indicies, dans quelques cas seulement, sans que cette possibilite ait ete generalisee aux autres filieres de la fonction publique de l'Etat en matiere de titularisation. D'une facon generale, il est bon de preciser que la stabilite statutaire et les avantages ulterieurs conferes aux contractuels de 4e categorie qui seront ainsi titularises (regime indemnitaire, debouches en categorie B, mobilite intra ou interministerielle) constituent des elements militant pour l'integration et qu'en aucun cas il n'y a devalorisation par rapport a la situation ancienne. Le fait de s'inscrire dans un deroulement de carriere est, en effet, de nature a permettre des evolutions sensiblement plus favorables que celles envisagees dans la situation d'origine.

Données clés

Auteur : [M. Gaillard Claude](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 66103

Rubrique : Ministeres et secretariats d'etat

Ministère interrogé : éducation nationale et culture

Ministère attributaire : éducation nationale et culture

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 janvier 1993, page 15